

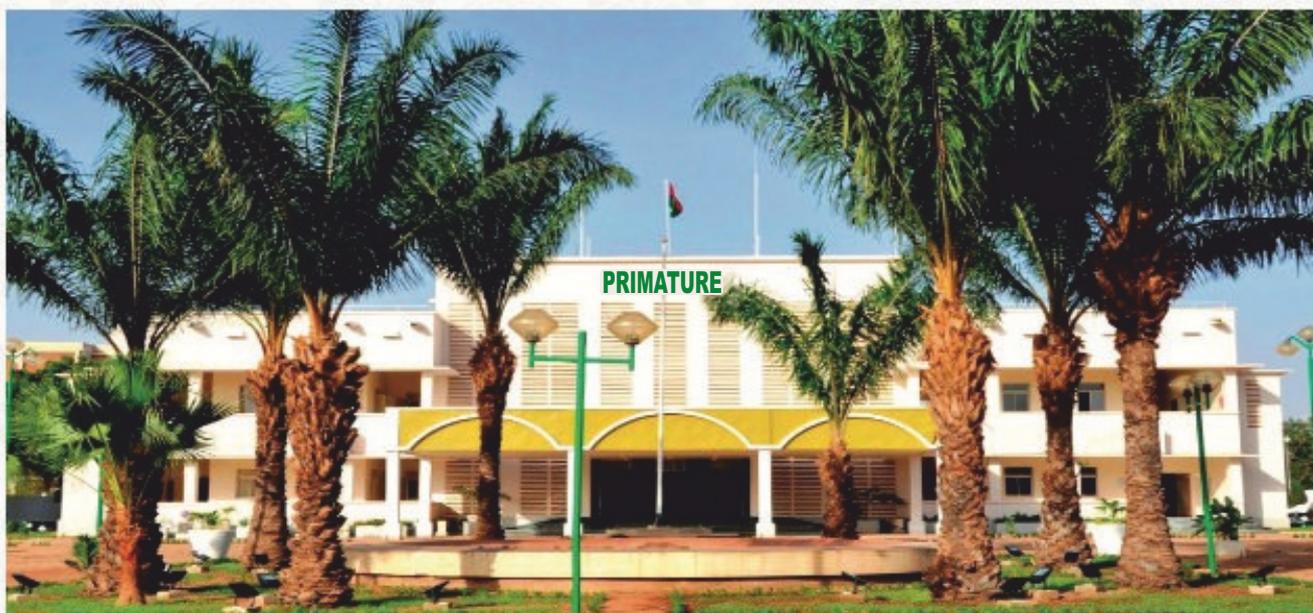
**PRIMATURE
CABINET**



BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice

DECLARATION DE POLITIQUE GENERALE DE SON EXCELLENCE

Monsieur Lassina ZERBO
Premier Ministre, Chef du Gouvernement du Burkina Faso
Prononcée devant l'Assemblée Nationale



07 Janvier 2022

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,

Honorables Députés,

Mesdames et Messieurs

Avant tout propos, je voudrais saisir l'occasion de notre premier moment solennel de la nouvelle année pour souhaiter à chacun de vous, à vos familles et à l'ensemble de nos compatriotes, mes vœux d'une bonne et heureuse année 2022. Que la nouvelle année nous donne à tous l'énergie et les dispositions positives indispensables pour relever les nombreux défis auxquels notre pays fait face.

C'est un véritable honneur pour moi d'être à cette tribune pour vous présenter ma déclaration de politique générale qui constitue la feuille de route de mon Gouvernement, et ce conformément aux dispositions de l'article 63 de notre loi fondamentale.

Cette feuille de route s'inscrit en droite ligne du programme de société du Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, programme sur la base duquel le Peuple burkinabé lui a renouvelé sa confiance pour un second mandat.

Je voudrais saisir l'occasion de cette adresse devant votre auguste assemblée pour témoigner ma sincère reconnaissance à l'endroit du Président du Faso pour avoir placé sa confiance en ma personne, afin de conduire l'action gouvernementale en ce moment si particulier de l'histoire de notre pays.

Cette marque de confiance, je la reçois avec humilité et je prends l'engagement avec toute l'équipe gouvernementale:

- de travailler avec les illustres représentants du peuple que vous êtes, à atteindre les objectifs qui nous ont été assignés ;
- d'œuvrer à relever les défis brûlants du moment qui doivent transformer la société et l'économie burkinabè.

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Président,

Honorables Députés,

A cette heure précise, je voudrais rendre hommage aux forces de défense et sécurité (FDS) et aux volontaires de défense pour la patrie (VDP) qui combattent dans des zones hostiles.

Je réitère mes vœux de prompt rétablissement à ceux-là qui sont revenus blessés du champ de bataille que j'ai rencontrés et avec qui j'ai échangé longuement le jour du réveillon du nouvel an.

Les visages des enfants des Déplacés que j'ai pu rencontrer le jour de Noël me hanteront toujours – et tant que nous n'aurions pas trouvé les solutions qui s'imposent, l'avenir de la prochaine génération restera hypothétique. Vous conviendrez avec moi que cette option n'est pas envisageable.

Monsieur le Président,

Honorables Députés,

La feuille de route du gouvernement, décline le programme de société du Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, qui vise à consolider les fondements d'une société solidaire et prospère, en rétablissant la sécurité, en réconciliant les Burkinabè tout en poursuivant les efforts d'accélération de la croissance nécessaire à la création d'emplois, à l'amélioration des conditions de vie de notre peuple et au renforcement de notre résilience face aux fléaux de types nouveaux.

Seul le prononcé fait foi

Honorables députés,

Je rends hommage à mon prédécesseur, Son Excellence Christophe Joseph Marie DABIRE avec ses gouvernements respectifs qui dans la tourmente ont su maintenir la barque Burkina Faso.

Comme vous le savez, les efforts de développement entrepris par notre pays ont été ralentis par une situation sécuritaire extrêmement préoccupante en 2021. Ainsi, le changement de paradigme prôné par le Président du Faso, en lien avec le contexte dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui, nous impose un réexamen des priorités de notre pays.

Pour ce faire, les quatre (4) grands piliers de l'action gouvernementale s'articulent comme suit :

- Le retour de la paix, de la sécurité et la consolidation de la résilience ;
- Le retour des Personnes Déplacées Internes dans leur localité d'origine ;
- La réconciliation nationale ;
- La lutte contre corruption et l'enrichissement illicite.

Monsieur le Président,

Honorables Députés,

Le rétablissement de la sécurité et de la paix constitue le vœu ardent de nos chères concitoyennes et concitoyens. En effet, malgré les efforts déployés jusque-là, l'intégrité de notre territoire est mise à mal. Quand bien même des succès peuvent être comptabilisés, cette crise a aussi mis en lumière nos difficultés, ainsi que nos défaillances à plusieurs niveaux de l'état.

Seul le prononcé fait foi

L'état de **la Défense et de la Sécurité** réclame des gestes audacieux et rapides. Et nous agissons - non seulement pour permettre à nos compatriotes déplacés de rejoindre sans crainte leurs localités d'origine ; mais aussi pour assurer le retour à une vie économique et sociale dans ces localités en vue d'en faire des zones d'opportunités et d'espérance.

Pour parvenir à ce résultat, nous allons agir aussi bien sur les causes immédiates de l'insécurité que sur les causes profondes.

Les départements en charge des armées et de la sécurité intérieure ont reçu les instructions pour dérouler les mesures d'urgence issues de la stratégie nationale de défense.

Pour avancer rapidement dans la sécurisation du territoire, mon Gouvernement engagera diligemment, des mesures d'ordre à la fois stratégique et opérationnel pour renforcer l'efficacité de l'action militaire sur le terrain, améliorer la collaboration entre les Renseignements, les FDS, les VDP et les populations, proposer des prises en charge psychologique de nos FDS.

Sur le Plan stratégique, le Gouvernement vous proposera la relecture des textes relatifs à l'emploi des VDP pour une meilleure structuration et une mobilisation efficiente des ressources, afin qu'ils contribuent plus efficacement à la lutte contre le terrorisme.

Le Gouvernement procédera également à l'établissement de partenariats stratégiques et va poursuivre la réorganisation du dispositif de sécurité national afin d'aboutir à un meilleur maillage sécuritaire du territoire.

Sur le plan organisationnel les départements en charge de la sécurité et des armées ont reçu pour mission de procéder à une coordination plus efficiente des dispositifs de renseignements, des actions des différentes unités combattantes ainsi que le renforcement de la veille stratégique au sein du commandement.

Seul le prononcé fait foi

Sur le plan opérationnel, dans la dynamique des réaménagements entrepris par le Président du Faso, le gouvernement travaillera au renforcement des effectifs, des moyens logistiques et matériels des FDS dans le cadre de l'opérationnalisation de la Stratégie de défense nationale et de ses instruments de mise en œuvre compris dans la loi de programmation militaire 2018-2022.

A ce titre, il s'agira de générer des capacités opérationnelles supplémentaires, de renforcer notre capacité d'adaptation aux terrains.

Nous inscrivons aussi comme priorité dans cette lutte, la nécessité de rompre la dynamique de psychose entretenue aussi bien par les terroristes que par des relais opportunistes. Si le ressenti d'un certain sentiment d'insécurité peut être légitime dans ce contexte, il reste que nous devons faire en sorte que chacun de nos compatriotes comprenne et mesure sa responsabilité dans la diffusion, le partage d'informations erronées, qui en fin de compte, font l'affaire des ennemis qui nous attaquent et démobilisent nos propres forces.

En soutien à cette lutte contre le terrorisme, le ministre en charge des finances proposera dans les meilleurs délais au Conseil des ministres, le mécanisme de contribution de nos concitoyens pour répondre à l'appel lancé par le Chef de l'Etat le 25 novembre 2021 à toutes les filles et fils du Burkina Faso de consentir à l'effort de guerre.

Face à la situation humanitaire née du déplacement de près d'un million et demi de nos compatriotes désemparés et traumatisés, le ministère en charge de l'action humanitaire est en première ligne avec l'appui des autres départements ministériels et de nos partenaires pour assurer une prise en charge de leurs besoins élémentaires à savoir des hébergements dignes, de la nourriture, un système de scolarisation d'urgence, en attendant leur retour que nous voulons le plus rapide possible, dans leurs localités d'origine.

Seul le prononcé fait foi

Le Gouvernement est conscient du fait que le succès des opérations militaires est aussi fortement dépendant du moral des combattants engagés dans la défense de notre pays. C'est pourquoi, les ministres en charge des armées et de la sécurité intérieure ont été chargés d'engager les mesures nécessaires pour améliorer et rendre infaillibles les dispositifs d'allocation et de paiement des primes et indemnités aux soldats, de soutien aux supplétifs des FDS ainsi que de prise en charge des victimes et ayant-droits. Très prochainement, le gouvernement engagera une relecture de la loi sur les pupilles de la Nation.

Mesdames et messieurs les députés, vous avez la responsabilité d'évaluer la mise en œuvre de la loi de programmation militaire et des ressources allouées aux départements des armées et de la sécurité intérieure.

Mesdames et messieurs les députés,

Mon gouvernement s'emploiera à reconstruire et à renforcer les bases de la résilience des populations et des communautés face aux risques de basculement dans la violence. Reconstruire et renforcer la résilience requièrent d'œuvrer à préserver les droits humains, à promouvoir la cohésion sociale, à engager des actions de déradicalisation, à prévenir l'extrémisme violent et à mettre en place des projets économiques et structurants.

Mon Gouvernement développera et mettra en œuvre de nouveaux instruments dans les localités à défi sécuritaire et cela, en appui aux acquis du Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS-BF élargi) et du Programme d'Appui au Développement des Economies Locales (PADEL).

Concrètement, le Gouvernement injectera à terme, 20 milliards et 447 millions de francs CFA dans le Plan d'actions de renforcement de la résilience des populations de l'axe Djibo-Pobé-Mengao.

Seul le prononcé fait foi

Près de 58 milliards FCFA ont été déjà mobilisés pour financer le Plan de résilience et de stabilisation de l'axe Ouaga-Kaya-Dori, plan dans lequel l'Etat et ses partenaires investiront, au total, 205 milliards de FCFA.

Au plan national, mon équipe Gouvernementale prendra les mesures nécessaires à la mise en œuvre rapide de la Stratégie nationale de la Cohésion sociale (SNCS) et de la Stratégie nationale de prévention de l'extrémisme violent (SNPREV) pour l'exécution desquelles l'Etat a déjà mobilisé 11,2 milliards FCFA et injectera à terme dans la mise en œuvre des premiers plans d'actions au moins 16 milliards de FCFA.

Reconstruire et renforcer la résilience requièrent également l'implication de tous. C'est pourquoi, mon Gouvernement mobilisera les ressources nécessaires à la mise en œuvre d'instruments innovants d'intervention qui promeuvent l'implication des populations et des communautés dans l'œuvre de reconstruction de la résilience. Déjà et à ce titre, il poursuivra l'effort de mobilisation des ressources pour l'exécution du Programme de Prévention et de Gestion des conflits par les mécanismes endogènes et traditionnels et pour l'exécution du Projet « Amélioration de la participation communautaire à la coproduction de la sécurité au Burkina Faso ».

Reconstruire et renforcer la résilience nous commande aussi de préparer le retour des personnes déplacées internes dans leurs localités d'origine. C'est pourquoi avec mon équipe gouvernementale, nous agissons de sorte à renforcer la présence de l'Etat à travers ses services de l'administration du territoire, ses services sociaux notamment dans les localités sous pression et dans celles libérées du joug du terrorisme, par la construction et ou la réhabilitation de ces services publics. Nous promettons de rester au contact du peuple.

Outre les ressources propres du budget de l'Etat, le Gouvernement mobilisera auprès des partenaires au développement des ressources supplémentaires pour financer les initiatives d'urgence de développement territorial, pour les populations des axes : Ouaga-Fada-Kantchanri, Bobo-Banfora-Niangoloko, Bobo-Dedougou-Tougan.

Seul le prononcé fait foi

Mesdames et Messieurs les Députés,

Notre Nation sera plus forte, plus unie et verra ses habitants vivre d'autant plus en harmonie et dans la cohésion, que nous aurons parachevé la marche entamée vers la réconciliation nationale.

A cet effet, au cours de ce premier trimestre 2022, le forum national sera organisé. Les orientations de la Stratégie de réconciliation nationale prévoit la mise en place d'un organe qui exécutera les recommandations et décisions qui seront issues du Forum.

Une réconciliation entre les filles et les fils du Burkina et avec leur administration débarrassée du laxisme, du favoritisme et de la corruption est un vœu cher au Président du Faso que mon gouvernement s'attèlera à réaliser.

Honorables députés,

Dans l'axe de la rencontre que le chef de l'état a déjà eue, mon gouvernement travaillera à prendre les dispositions nécessaires pour doter l'autorité supérieure de contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption (ASCE-LC) et l'autorité judiciaire de moyens adéquats.

Ceci afin de leur permettre d'accélérer le traitement de tous les dossiers de corruption pendants, et éclaircir toutes les affaires qui polluent le quotidien des Burkinabè pour plus de bonne gouvernance et de démocratie.

Dans le respect du code pénal, le gouvernement va s'atteler à identifier et à relire les textes dont les failles favorisent la corruption, les abus de biens sociaux, les détournements des deniers publics, afin d'instaurer un environnement anti-corruption et une société fondée sur les valeurs citoyennes et éthiques.

Seul le prononcé fait foi

Si l'amélioration de la gouvernance garantit le rétablissement de la confiance entre gouvernants et gouvernés, c'est dans le respect par tous, des lois et règlements que nous pourrons restaurer l'autorité de l'Etat. Aussi, il est important de mettre fin à l'incivisme et de cultiver l'esprit patriotique. A cet égard, nous allons conduire des actions de sensibilisation citoyenne et de formation civique, morale et patriotique de la jeunesse.

Le gouvernement s'engage à s'inscrire dans une démarche de gouvernance vertueuse et j'invite chaque Burkinabè à s'impliquer dans cette dynamique.

Honorables Députés,

La situation reste également marquée par la persistance de la pandémie de COVID-19 qui continue d'impacter négativement certains secteurs de l'économie nationale. Mon gouvernement mettra l'accent sur le renforcement des mesures barrières et l'intensification de la vaccination des populations pour couvrir au moins 70% de la population en vue d'induire une immunité collective contre la COVID-19 à la fin 2022.

La situation nationale est en outre marquée par une insécurité alimentaire qui tire ses origines dans la crise sécuritaire et sanitaire, et qui se manifeste par une hausse des prix des denrées alimentaires.

Cette hausse des prix résulte aussi d'une campagne agricole qui a vu la baisse de la production céréalière de 9,07% et celle des autres cultures vivrières de 25,74%.

Le Gouvernement a déjà évalué les conséquences de cette crise et a actionné le Plan de réponse et de soutien aux personnes vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Il est à pied d'œuvre pour renforcer l'approvisionnement des boutiques témoins et intensifier le contrôle des prix. Mon gouvernement mettra aussi un point d'honneur à accompagner les producteurs pour la réussite de la campagne agricole sèche et encouragera les populations à la consommation de produits locaux.

Seul le prononcé fait foi

Honorables Députés,

Le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES II) est le référentiel national de développement pour opérationnaliser le Programme du Président du Faso. Il est l'expression du contrat qui le lie au peuple burkinabè et s'articule autour de :

- la consolidation de la résilience, la sécurité, la cohésion sociale et la paix ;
- l'approfondissement des réformes institutionnelles et la modernisation de l'administration publique ;
- le développement du capital humain et la solidarité nationale ;
- la dynamisation des secteurs porteurs pour l'économie et les emplois.

Son objectif global est de rétablir la sécurité et la paix, renforcer la résilience de la nation, et transformer structurellement l'économie burkinabè pour une croissance forte inclusive et durable. Son coût global est de 19 030 milliards de FCFA financés par des ressources propres à hauteur de 63%, la recherche de financements innovants additionnels portant sur les 37%.

A ce titre, la conférence internationale des partenaires pour le financement initialement prévue les 03 et 04 décembre, se tiendra dans ce premier trimestre de 2022 ;

La mise en œuvre du PNDES II s'opère par la matérialisation de programmes sectoriels portés par les différents départements ministériels.

Seul le prononcé fait foi

Mesdames et Messieurs les Députés,

Pour rassurer nos concitoyens et redonner l'espoir sur notre capacité à affronter les défis actuels et futurs, nous devons disposer d'une administration performante orientée vers la satisfaction de ses usagers et faisant de notre Etat, un Etat juste, offrant une égalité des chances à tous.

La perception de lourdeur et d'inefficacité qui colle tant à la peau de notre administration n'est pas forcément que du fait des agents publics. Ils sont certainement victimes de processus non adaptés qui réduisent l'impact des efforts et des bonnes volontés. Il est urgent de faire évoluer le paradigme actuel du service public pour aller vers un service public performant.

Pour ce faire et en vue d'améliorer la gouvernance publique et de moderniser l'Etat, j'agirai sur les priorités suivantes :

- la réduction du train de vie de l'Etat,
- la lutte implacable contre la corruption et les crimes économiques,
- le renforcement de la dématérialisation du travail au sein de l'administration,
- le renforcement de la promotion basée sur le mérite,
- l'amélioration de l'efficacité de la dépense publique.

Dans l'action de réduction du train de vie de l'Etat, mon gouvernement modernisera les outils de gestion du patrimoine de l'Etat. Il veillera en particulier à la rationalisation des moyens du parc automobile et immobilier de l'Etat.

Conformément à l'engagement réitéré du chef de l'Etat, le gouvernement prendra toutes les diligences pour la transmission à l'Assemblée nationale du projet de réforme globale des rémunérations des agents publics.

Seul le prononcé fait foi

Par ailleurs, afin de renforcer l'efficacité de la dépense publique, le Gouvernement mettra en place des indicateurs de performance, à la fois des membres du Gouvernement et des structures administratives. Plus précisément, un système de pilotage permettant de décliner le rôle et les activités de chaque cadre et chaque agent public, sera mis en place. Cela permettra d'aboutir à une amélioration de la productivité de l'administration et donc à un accroissement des capacités de production des services.

Améliorer la gouvernance au sein de l'administration publique commande de travailler à faire d'elle un réel outil de promotion du développement. Pour ce faire, le gouvernement vous soumettra un projet de loi relatif à la promotion par le mérite au sein de l'administration publique.

Monsieur le Président,

Honorables Députés,

Créer les conditions permettant aux burkinabè d'accéder davantage à de meilleures opportunités économiques fera partie de la politique de mon gouvernement. Cette composante vise à identifier et mettre en œuvre les mesures et actions nécessaires à la transformation structurelle de l'économie, consignées dans l'axe 4 du PNDES-II.

Transformer l'économie suppose de réduire les coûts structurels pour accroître sa compétitivité globale et augmenter la productivité dans les différentes branches d'activités.

Ainsi, en ce qui concerne **l'énergie**, nous devons dès à présent nous inscrire dans la dynamique de la transition énergétique qui implique une modification structurelle profonde de nos modes de production et de consommation de l'énergie. Nous nous attellerons à renforcer les systèmes de production de l'énergie afin d'assurer sa disponibilité permanente et son accessibilité à la fois pour les ménages, les services publics et les entreprises.

Seul le prononcé fait foi

Tout en œuvrant à l'accroissement de la production dans le cadre du mix énergétique, nous devons accélérer le basculement de l'offre vers les énergies renouvelables amorcé avec le solaire ces dernières années, développer des mécanismes de rationalisation de l'énergie dans le cadre de l'efficacité énergétique et réaliser les études préalables à l'implémentation des mini centrales nucléaires de type SMR (Petits réacteurs modulaires) qui devraient prendre en charge dans le futur, les besoins en énergie des entreprises industrielles.

Dans le domaine de l'électricité particulièrement, mon Gouvernement mettra tout en œuvre, pour l'achèvement dans les meilleurs délais, des projets de construction de centrales solaires d'une capacité d'environ 500 MWc.

Il poursuivra les travaux de modernisation du réseau de transport et de distribution de l'énergie électrique, notamment dans le cadre de la mise en œuvre du second compact Millénium challenge. Dans le cadre de ce compact, des audits seront menés dans le but d'améliorer la gouvernance de la SONABEL, pour réduire les subventions de l'Etat.

Dans ce secteur, l'ambition de mon Gouvernement est de doubler la puissance électrique disponible en la faisant passer à 1500 MW en 2025, contre 712,2 MW en 2020, de porter le taux de couverture électrique de 45% en 2020 à 75% en 2025 et de travailler à accroître de façon significative le taux d'accès des populations à l'énergie.

Nous poursuivrons l'implémentation du Projet d'Electrification et de Développement des Connexions à l'Electricité (PEDECEL) et le renforcement des actions de l'Agence burkinabè de l'électrification rurale (ABER) et de l'Agence Nationale des Energies Renouvelables et de l'Efficacité (ANEREE) afin qu'elles contribuent efficacement à cet objectif.

Au niveau des hydrocarbures, les projets visant à multiplier les capacités actuelles de stockage par 2,5 à Bingo et par 4 à Péné seront accélérés.

Seul le prononcé fait foi

Et plus généralement, comme pour toutes les sociétés d'état, un audit organisationnel de la SONABHY sera mené, dans l'objectif d'améliorer ses performances.

Honorables Députés,

Notre pays subit de plein fouet les effets du changement climatique, avec des conséquences dramatiques sur les moyens de subsistance de nos populations et **la transition écologique** doit apporter des solutions à ces menaces en proposant une évolution vers un modèle de développement durable qui renouvellera nos façons de consommer, de produire, de travailler, de vivre ensemble pour répondre aux grands enjeux environnementaux.

Conscient de devoir tirer pleinement profit de toutes les opportunités offertes par les technologies digitales, notre pays a déployé des efforts conséquents pour entamer sa **transition digitale** et améliorer ainsi la performance de notre administration afin de la rendre plus accessible aux populations.

Dans ce sens, mon Gouvernement veillera à l'accélération de l'achèvement des projets d'infrastructures du numérique, notamment ceux relatifs au développement de la connectivité nationale et internationale en large bande (backbone national), à la mise en place de Points d'atterrissage virtuel, de points d'échanges Internet et de centres de données.

Enfin, il s'agira de promouvoir et d'encourager l'entrepreneuriat et l'innovation dans le secteur du digital, d'inciter à la Recherche et au développement, et de promouvoir la diffusion des outils numériques et leur usage dans toutes les couches de la population Burkinabè, pour une inclusion digitale durable.

Concernant **le développement des infrastructures de transport**, l'ambition de mon Gouvernement est de poursuivre le désenclavement de notre pays, des zones de production et des zones en déficit d'infrastructures.

Seul le prononcé fait foi

Des instructions sont données au ministre en charge des infrastructures aux fins d'évaluer systématiquement le risque sécuritaire de concert avec les forces de défense nationale et de sécurité intérieure, dans le cadre des différents projets, et de prévoir des plans de contingence à cet effet.

L'objectif est de porter la proportion des routes bitumées à 36,7% en 2025 contre 27,4% en 2020 et celle des pistes rurales à 44 % contre 33,57% en 2020.

Concernant les infrastructures aéroportuaires et ferroviaires, le Gouvernement concentrera ses efforts sur la réalisation des projets suivants :

- l'accélération du projet de transformation de l'aéroport de Bobo-Dioulasso en hub régional ;
- l'achèvement de l'aéroport de Donsin pour qu'il soit une réalité en 2025 ;
- l'accélération du projet de liaison ferroviaire avec le Ghana dont le processus est bien avancé ;
- la réhabilitation du Chemin de fer Abidjan Ouaga.

Dans l'optique d'améliorer la maîtrise d'ouvrage des projets structurants, une agence nationale des grands travaux sera créée.

Ce sera un pôle d'expertise et un instrument de stratégie et de développement global et multisectoriel, qui prendra en charge les grands projets structurants tels que ceux d'un palais des Congrès, d'un centre de conférences et d'un complexe administratif modernes et fonctionnels.

Cet instrument va permettre une exécution diligente de projets spécifiques tout en contribuant à une utilisation efficace et maîtrisée des ressources financières internes et externes.

Seul le prononcé fait foi

Nous aurons besoin de mobiliser l'épargne institutionnel à long terme, c'est pourquoi mon gouvernement donnera un coup d'accélérateur pour un fonctionnement effectif de la caisse de dépôt et de consignation dans les plus brefs délais.

Monsieur le Président,

Honorables Députés,

Pour accroître la productivité des branches d'activités du secteur agro-sylvo-pastoral, halieutique et faunique, et réduire leur vulnérabilité aux chocs climatiques, le gouvernement prendra les mesures pour accroître le rythme d'exécution des principaux programmes du secteur.

Concernant la production agricole, il s'agira d'accroître les rendements et d'améliorer la commercialisation des produits. Pour ce faire, mon Gouvernement agira sur les leviers d'actions suivants :

- l'aménagement et la réhabilitation des infrastructures hydro-agricoles;
- l'amélioration du fonctionnement de la centrale d'achat des intrants et matériels agricoles (CAIMA) ;
- l'accompagnement des producteurs dans la commercialisation de leur production ;
- la poursuite de la mise en œuvre des initiatives présidentielles « *un million de tonnes de riz par an* » et « *assurer à chaque enfant en âge scolaire au moins un repas équilibré par jour* » ;
- l'accélération de l'opérationnalisation des pôles de croissance, notamment, les agropoles de Samandéni, du Sourou et le pôle du Sahel.

Seul le prononcé fait foi

Pour ce qui est **des ressources animales et halieutiques**, afin d'augmenter leur productivité, j'engagerai mon Gouvernement à agir pour améliorer la couverture vaccinale contre les différentes pathologies animales, la sécurisation et la gestion durable des ressources pastorales, pour accroître continuellement la production de poisson à travers la mise à disposition d'alevins et l'empoissonnement systématique des étangs d'eau.

Il réalisera également les infrastructures de transformation des produits de l'élevage, notamment les abattoirs. Mon Gouvernement ambitionne à ce titre, de réaliser au moins trois (03) complexes intégrés constitués d'abattoirs modernes de grandes capacités, d'entrepôts réfrigérés, d'unités de conditionnement, de comptoirs d'exportation avec des sections de traitement de cuirs et peaux et de maroquinerie.

Le gouvernement poursuivra les dispositions prises pour l'opérationnalisation de la Centrale d'achat des médicaments vétérinaires (CAMVET)

Dans le domaine forestier et faunique, l'action de mon Gouvernement vise à accroître la production et la productivité des ressources forestières et fauniques et à augmenter la transformation des produits forestiers non ligneux.

Monsieur le Président

Honorables Députés,

L'industrialisation est l'une des clés de voute de la transformation de l'économie. A ce niveau, le Gouvernement consolidera les actions engagées dans le cadre du plan d'industrialisation accélérée, en vue d'accroître la transformation des produits locaux, notamment le coton, l'anacarde, les produits vivriers.

Seul le prononcé fait foi

Pour favoriser la transformation industrielle, le Gouvernement poursuivra la réalisation des infrastructures de soutien à l'industrie telles que les zones industrielles, les zones économiques spéciales et les zones franches ainsi que ses appuis aux entreprises en difficultés. Il accordera une attention accrue à la réalisation des projets amorcés par l'Etat dans le secteur de l'agro-industrie, notamment les 03 unités de transformation de tomate à Gourcy, Yako et Ouahigouya, l'usine de l'ex Faso Fani, le projet A-Star Textile qui couvre les villes de Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et Koudougou, le projet d'unité de référence de transformation de l'anacarde à Bobo-Dioulasso.

L'industrie minière en particulier a contribué ces dernières années à améliorer la résilience de notre pays face aux différentes crises qu'il connaît. Mon gouvernement s'engage donc à accroître sa part dans le PIB de 20% en moyenne par an sur la période 2021-2025. Nous sommes conscients également que cela ne saurait se faire sans une plus grande efficacité dans la sécurisation des sites miniers.

Concernant l'orpaillage, mon gouvernement travaillera à encadrer et moderniser l'exploitation artisanale de l'or afin de préserver l'environnement, protéger la santé des populations, et de pouvoir mieux contrôler les revenus générés par les petites exploitations.

Monsieur le Président

Honorables Députés,

Le secteur des petites et moyennes entreprises occupe une place importante dans ma vision de la transformation de notre économie. Il est source de création d'emplois et de richesses pour notre pays.

C'est pourquoi, je consoliderai les réformes clés d'amélioration de l'environnement des affaires. Cela doit permettre de créer un écosystème favorable au développement de jeunes entreprises innovantes à fort potentiel de croissance.

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Président,

Honorables Députés,

Les défis du développement auxquels notre pays est confronté ne sauraient être relevés sans des ressources humaines de qualité qui participent à la production de la richesse.

Mon Gouvernement s'investira dans la mise en œuvre des orientations inscrites dans le PNDES-II en matière de développement du capital humain et de promotion de la solidarité nationale.

En matière de **santé**, le Gouvernement maintiendra la veille face aux urgences sanitaires et poursuivra l'élan de renforcement de notre système de santé.

Pour ce faire, notre action sera orientée vers :

- la poursuite de la mise en œuvre de la politique de gratuité des soins pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes, élargis au dépistage des cancers féminins, aux prestations d'urgences, de planification familiale et les personnes vivant avec le VIH;
- l'accélération des travaux de construction des infrastructures dans les différents niveaux de santé afin de ramener le rayon moyen de couverture sanitaire à 5 km et relever les plateaux techniques ;
- l'amélioration de l'offre de service par la formation continue des professionnels de santé et leur déploiement auprès des différents niveaux de référence ;
- l'opérationnalisation plus conséquente de la caisse nationale d'assurance maladie universelle pour porter à 15% à l'horizon 2025, le taux de la population enrôlée qui est estimé aujourd'hui à 0,2%.

Mon gouvernement se fixe pour objectif prioritaire de trouver la meilleure réponse à l'équipement des centres hospitaliers en matériels de

Seul le prononcé fait foi

diagnostic et d'exploration et de doter les hôpitaux de systèmes informatiques pour faciliter la gestion de l'ensemble de leurs informations administratives et médicales.

Les chantiers de construction des CHU de Gaoua, Fada et pour Ouagadougou Bassinko et Pissy, de l'hôpital de référence et du centre de radiothérapie de Bobo-Dioulasso viendront augmenter notre capacité de prise en charge, sans oublier les centres de gériatrie de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso.

Mon gouvernement mettra un point d'honneur dans le suivi de la qualité des infrastructures et le respect des délais.

Sur les questions d'hygiène publique et de bien-être qui doivent être de vrais leviers de la prévention en matière de santé, mon gouvernement entend prendre des initiatives fortes. Il s'agira d'encourager la pratique du sport individuel et de masse pour prévenir les maladies non transmissibles comme le diabète, l'hypertension artérielle qui deviennent des vrais problèmes de santé publique. Il s'agira aussi, et la pandémie de COVID-19 vient nous le rappeler, de renforcer la sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène afin de limiter la transmission des maladies.

Honorables Députés,

S'agissant de **l'éducation**, l'objectif du Gouvernement est d'accroître l'offre et la qualité de l'éducation tout en œuvrant à la mettre en phase avec les besoins de la transformation de l'économie.

A ce titre, le gouvernement poursuivra les efforts de construction et de normalisation des établissements d'éducation tout en accélérant le rythme de construction des lycées scientifiques, professionnels et techniques.

L'instruction civique et morale déjà enseignée au préscolaire et au primaire sera étendue à tous les ordres d'enseignement.

Seul le prononcé fait foi

Le gouvernement s'attèlera à la mise en œuvre, des conclusions consensuelles des assises nationales de l'éducation qui fixeront les bases de l'école de demain.

Les membres du Gouvernement prendront une part active dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de l'éducation en situation d'urgence afin d'éviter à nos enfants affectés par l'insécurité de tomber dans les affres de l'analphabétisme, terreau fertile de recrutement terroriste.

Pour ce qui concerne l'enseignement supérieur, le Gouvernement poursuivra avec plus d'entrain, le renforcement des capacités opérationnelles des universités et l'amélioration des conditions de vie et d'apprentissage des étudiants.

En appui à la mise en œuvre de la Politique du secteur de la recherche et de l'innovation, le Gouvernement donnera un coup d'accélérateur aux différents projets de technopôles dans le but de renforcer la recherche appliquée. Le gouvernement veillera en particulier à ce que nos universités, centres universitaires et centres de recherche scientifique et technologique puissent bénéficier d'une infrastructure de connexion internet haut débit afin de faciliter les activités de recherche et les cours en ligne.

Bien entendu, la question lancinante des retards et chevauchements des années académiques dans les universités publiques constituent pour moi une préoccupation.

Avec l'ensemble de la communauté universitaire, nous allons déterminer le cadre indiqué permettant de trouver une solution réaliste, applicable et définitive.

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Président,

Honorables Députés,

L'accès des populations à l'eau potable et à l'assainissement domestique est un enjeu de première importance pour notre pays. C'est pourquoi, mon Gouvernement ambitionne de porter le taux d'accès national à l'eau potable à au moins 80,5% en 2025 afin d'accélérer l'atteinte de l'accès universel à cette ressource.

Pour ce faire, le gouvernement prendra les dispositions pour accélérer la réalisation des projets de mobilisation des ressources en eau et d'équipements hydrauliques d'adduction d'eau potable. Il s'agira notamment de la réalisation de 20 nouveaux barrages et la réhabilitation de 30 autres.

En matière d'assainissement, il prendra les mesures d'accélération des projets d'équipement de latrines familiales, publiques, d'infrastructures communautaires d'évacuation et de traitement des eaux usées et excréta.

En matière **d'urbanisation et d'accès au logement décent**, la priorité de mon Gouvernement est de parachever les réformes de la loi sur le foncier et de celle relative à la promotion immobilière dont le projet a déjà été adopté en conseil des ministres.

En outre, pour garantir l'accès à un logement décent pour tous, mon gouvernement s'attèlera à l'élaboration d'une politique vigoureuse du logement pour toutes les catégories sociales.

Mon gouvernement travaillera de concert avec les collectivités territoriales pour l'amélioration de la qualité de vie de nos centres urbains. Des actions fortes porteront sur le respect du domaine public, de la vocation et la destination des terrains urbains.

Honorables Députés,

En matière de réduction des **inégalités Hommes-Femmes**, mon gouvernement fera de la promotion de la sexospécificité une priorité. En effet la problématique des inégalités et disparités entre les sexes se pose

Seul le prononcé fait foi

toujours avec acuité. Cette situation est exacerbée par la crise sécuritaire conjuguée à celle sanitaire et humanitaire qui creuse davantage les inégalités entre les genres, et cela le plus souvent au détriment des femmes et des filles. Cela réduit les impacts des actions de développement, qui se veut participatif et inclusif.

L'autonomisation sociale, politique et économique des femmes et des jeunes des différentes catégories sociales fera l'objet d'une attention particulière. Elle se fera à travers une intégration systématique de cette égalité homme - femme dans toute la chaîne de planification, de budgétisation et de suivi évaluation des actions gouvernementales.

Monsieur le Président,

Honorables Députés,

Nos priorités nous les connaissons et nous devons les mettre en œuvre assez rapidement au bénéfice de nos populations. Et trop souvent nos actions ont été réduites à la gestion de crises et des urgences. Mais nous devons savoir nous projeter dans le long terme. Nous devons apprendre à planifier une politique économique, apprendre à identifier les potentiels de croissance futurs, et savoir faire l'analyse des futurs possibles, à des fins de détermination stratégique de l'action publique. En somme de définir ensemble une ambition bâtie autour d'une vision qui transcende les générations.

C'est pourquoi, j'ai inscrit en bonne place la question de la prospective et de la veille stratégique au cœur de ma politique.

Pour la concrétisation de cette vision prospective, notre pays va avoir besoin d'une politique étrangère forte, efficace, habile à contracter des alliances solides et diversifiées, dans les domaines politiques, militaires, économiques, scientifiques et technologiques.

Dans ce sens, mon gouvernement va particulièrement s'atteler à bâtir et renforcer des relations extérieures à même d'accélérer la transformation du Burkina dans la paix, la sécurité et dans le respect de sa dignité.

Seul le prononcé fait foi

Pour ce faire, il apparaît indispensable d'orienter notre politique étrangère autour des piliers ci-après :

- le leadership affirmé de notre pays dans les organisations d'intégration régionale pour favoriser le développement de projets régionaux structurants ;
- une diplomatie qui exploite les avantages que peut représenter la diaspora en termes de forces de propositions et de partage des meilleures pratiques internationales dans nos secteurs prioritaires ;
- une diplomatie publique à l'écoute, qui communique sur nos choix et qui renforce l'image du Burkina Faso à l'extérieur.

Monsieur le Président,

Honorables Députés,

Dans le contexte qui est le nôtre, vous conviendrez avec moi et mon gouvernement qu'aucun acte positif posé, aucun indicateur sectoriel amélioré n'aura assez de reconnaissance de la part de nos concitoyens tant que la situation sécuritaire restera volatile, incertaine, sans victoire probante. Seules compteront véritablement demain, les solutions durables sur le front sécuritaire.

Nous faisons face à une tâche immense. Mais j'ai foi en notre peuple. J'ai foi en notre histoire, j'ai confiance en notre intelligence collective, en notre capacité de résilience, en notre capacité à construire la Nation. Une Nation d'hommes intègres, patriotes, disciplinés, honnêtes, travailleurs, ayant le sens de l'intérêt général. Et j'implore le Tout Puissant qu'il en soit ainsi.

C'est ce dont nous aurons besoin pour gagner cette guerre qui nous est imposée, c'est ce dont nous aurons besoin pour garantir la justice et le progrès social.

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Président,

Comme vous l'aviez rappelé à la clôture de la dernière session, nous sommes un gouvernement de combat / de guerre avec des objectifs très clairs, nous mènerons le combat avec la contribution de tous. Je tends donc la main à vous représentants du Peuple, je tends la main aux partenaires sociaux, aux forces vives, à tous les burkinabè de l'intérieur et de la Diaspora pour que chacun s'implique le plus sincèrement possible dans les chantiers de sécurisation et de transformation de notre pays que je vous propose.

Vous pouvez compter sur le gouvernement de combat qui a été formé le 13 décembre 2021 et composé de femmes et d'hommes déterminés à travailler en équipe, au plus près des réalités dans la concertation et l'humilité.

Les actions constitutives de ma déclaration de politique générale que je viens de vous présenter doivent permettre de répondre aux engagements pris par Son Excellence Monsieur le Président du Faso.

Telle est la déclaration de politique générale de mon gouvernement pour laquelle, je sollicite la confiance de votre auguste assemblée.

Que Dieu bénisse le Burkina Faso !

Je vous remercie



PRIMATURE

03 BP 7027 Ouagadougou 03
BURKINA FASO

Tél.: (+226) 25 32 48 90 / 91 Fax:(+226) 25 33 05 51
www.gouvernement.gov.bf